

## Armer le lecteur. Pour une relecture de la *sociologie militaire* française à partir de ses conditions institutionnelles de production

Mathias Thura, docteur au CMH (CNRS/ENS/EHESS), associé au CENS (Université de Nantes)

L'histoire des savoirs sociologiques produits sur les militaires et les armées a principalement été documentée dans la perspective d'une histoire des idées peu préoccupée par les contraintes de production exercées sur le travail des scientifiques (Boëne 1995 ; Bardiès 2008). Par ailleurs, la littérature produite en France sous le label de « sociologie militaire » (Martin 1999 : 5)<sup>1</sup> n'a pas mis en œuvre de réflexion méthodologique systématique quant aux conditions d'enquête dans l'institution militaire (Thura et *al.* 2015). Les chercheurs se sont certes interrogés sur les relations contractuelles qui les unissent à l'institution dans le cadre de leurs enquêtes, les armées se faisant souvent à la fois l'objet et le financeur de leurs investigations (Jankowski et Vennesson 2005). Comme l'indique lucidement François Gresle, « l'orientation prise par les travaux sur le monde militaire ne fut pas sans rapport avec celle suggérée par les armées elles-mêmes, pour des motifs stratégiques et politiques qui peuvent, rétrospectivement parlant, trouver une certaine justification. » (Gresle 2003a). Cependant, l'analyse des effets de ces relations jusque sur leurs démarches ou sur le contenu de leurs productions ou la manière de mener l'enquête reste liminaire (Porteret 2003, Pajon 2005). Les relations en question sont peut-être apparues d'autant

---

· Docteur en sociologie de l'EHESS, ses travaux sur le travail des soldats et sur les formes d'anticipation du combat mises en œuvre dans les unités. À la croisée d'une sociologie de l'action et d'une ethnographie du travail, sa thèse s'intéresse à la préparation des fantassins au combat et à la tension entre s'entraîner « ici et maintenant » pour agir « ailleurs et après ». Par ailleurs, il s'intéresse à une sociologie des pratiques d'improvisation et de traitement de l'urgence et aux théories de l'action qui encadrent ces pratiques.

<sup>1</sup> Le syntagme mérite qu'on s'y attarde, puisqu'il nous semble cristalliser une conception particulière des relations entre le monde des armées et le monde scientifique, et qu'il substantialise l'objet. À notre connaissance, la première occurrence du syntagme « sociologie militaire » remonte à 1903 sous la plume du docteur Campeanu dans la *Revue internationale de sociologie*, puis en 1913 sous celle du commandant Paul Simon dans un court traité intitulé « Le formalisme : étude de sociologie militaire ». Il disparaît jusqu'en 1959, repris par le lieutenant-colonel Jean Vial dans l'article « Introduction à la sociologie militaire » publié dans la *Revue Défense Nationale*. Il l'utilise alors au même titre qu'« une sociologie industrielle, une sociologie rurale, une sociologie ouvrière, une sociologie religieuse » (Vial 1959 : 1226), là où la communauté des sociologues aurait tendance à parler désormais de sociologie de l'industrie, sociologie des mondes ruraux, sociologie des ouvriers ou sociologie des religions, indiquant un tout autre positionnement par rapport à l'objet et une tout autre conception de ce dernier. Sans chercher à définir cette sociologie par son objet, comme s'y essaie Michel Louis Martin dans son article de 1999, nous proposons plutôt de la définir par les institutions où elle est produite : dans des instances de recherches ou par des chercheurs inscrits dans le périmètre du ministère de la Défense.

plus ambivalentes que les producteurs de cette sociologie sont fréquemment recrutés comme enseignants ou comme chargés d'études par des services, des centres de recherches, ou bien des écoles, appartenant au périmètre des forces armées ou de ministères qui en ont la charge (Caforio et Nuciari 2006 ; Pinch et Ouellet 2008). La question de l'autonomie relative des sciences sociales dans les armées et de l'exposition à la *demande militaire de sociologie* explicitement émise à des fins d'aide à la décision et à la gestion se pose avec d'autant plus d'acuité (Venesson 2000, 2002)<sup>2</sup>. Demande qui n'est pas sans effet sur l'orientation des sciences sociales produites dans les armées et dont on se propose ici de prendre la mesure.

D'où ce qui nous est apparu être une nécessité : interroger les conditions de production des savoirs sociologiques sur les militaires et les armées, afin de mieux comprendre leurs orientations théoriques, méthodologiques et empiriques<sup>3</sup>. Dans le cadre de cet article, nous nous limiterons à une relecture de la littérature de sociologie militaire qui nous précède, rapportée à l'aune de l'histoire de ses conditions institutionnelles et de production (Coton 2008a ; Thura 2014)<sup>4</sup>. Tenter d'objectiver, même approximativement, le degré d'autonomie relative des chercheurs en sciences sociales travaillant *sur et dans* les armées ne vise aucunement à émettre un jugement péremptoire quant à une quelconque « inféodation » de cette sociologie spécialisée aux intérêts de son commanditaire. Au contraire, il s'agit de se soumettre (individuellement et collectivement) à un exercice de réflexivité. Exercice qui ne doit pas seulement porter sur la trajectoire singulière du chercheur ou de la chercheuse – ce qu'il engage de sa trajectoire passée dans son objet –, mais aussi et surtout sur le passé disciplinaire, les traditions méthodologiques et théoriques qu'il mobilise, et *l'inconscient scientifique* qui l'accompagne dans son travail (Bourdieu 2001 ;

---

<sup>2</sup> Comme dans de nombreux autres domaines de recherche où s'exprime une demande institutionnelle de sociologie. Il serait naïf de considérer de décrire la sociologie militaire comme totalement inféodée à l'institution qui la tolère en son sein et la rend possible, ou à l'inverse de croire en l'existence d'une science sociale « pure » – totalement autonome et indépendante – au sein des cénacles universitaires. La pratique de la science expose toujours les chercheurs et chercheuses à des contraintes sociales : professionnelles, économiques, légales ou administratives (Pollak 1976 ; Fraisse 1981 ; Masson 2006 ; Houdeville 2007 ; Laurens et Neyrat 2010 ; Tanguy 2011).

<sup>3</sup> Fruit d'un chantier en cours, cette démarche vise à terme la production d'une histoire sociale des relations entre sciences sociales et armées. La démarche prend racine dans l'enquête réalisée durant notre thèse de doctorat, justement financée par la Direction générale de l'armement. Il s'agissait pour nous de comprendre les causes explicatives de l'inexistence d'une sociologie de l'activité combattante malgré la présence de longue date de sociologues dans les armées. Christel Coton avait ouvert la voie à de tout autres fins dans sa thèse, et retracé l'institutionnalisation, la scientification et la militarisation de la sociologie militaire : « cette conquête de scientificité ne s'est pas effectuée contre l'institution militaire. C'est à ses côtés et en conformité avec les particularités et les transformations des usages de la sociologie par l'institution militaire que cette dernière s'est déployée pour s'inscrire aujourd'hui dans des paradigmes plus résolument scientifiques et de portée généraliste. (Coton 2008a : 117 et suiv.).

<sup>4</sup> Il s'agit donc aussi d'une histoire des idées de la sociologie militaire, mais cette fois articulée aux évolutions de ses conditions de production, et surtout des conditions historiques de production de ses contributeurs (Heilbron 2006).

Laferté 2009). De la sorte, il s'agit de se donner les moyens de mieux comprendre les limites de notre science, d'en interroger les routines, et de s'armer en conséquence pour tenter de les dépasser.

Il s'agit d'abord d'esquisser les conditions institutionnelles qui ont produit les contributeurs de cette sociologie (les institutions scientifiques et militaires où l'on retrouve les savants intéressés par les sciences sociales) ainsi que leurs filiations (les liens existant entre eux, les proximités institutionnelles qui laissent supposer des socialisations académiques et universitaires communes) ; ensuite de comprendre l'orientation dans des directions bien spécifiques des travaux qui répondent à la demande militaire de sociologie ; et enfin, de mesurer les effets de cette demande sur les œuvres et les connaissances académiques rassemblées sous le syntagme de « sociologie militaire ». Si la demande oriente probablement le travail de ceux qui y répondent, elle n'explique pas les mécanismes par lesquels une certaine frange de la sociologie s'est historiquement imposée dans l'institution comme manière légitime d'en faire l'analyse (Coton 2008a). Nous nous concentrerons donc sur le contexte institutionnel des années 1960 à 1990, au sein du *Centre de sociologie de la Défense nationale* (CSDN) et du *Centre d'études en sciences sociales de la Défense* (C2SD)<sup>5</sup>. Ce processus va aboutir à la production d'une sociologie « de service », en réponse aux problèmes que se posent les militaires quant aux réformes qui touchent leur institution. Une sociologie inscrite dans un horizon conceptuel bien délimitable.

## **Naissance et développement d'une sociologie dans l'institution militaire**

Replacer les institutions productrices de sciences sociales dans les armées dans leur perspective historique permet de saisir les mécanismes de captation de certains courants de la sociologie pour faire la sociologie militaire. Il faut ici tenir ensemble la structuration de l'espace de pertinence de la sociologie et son appariement avec l'institution militaire.

---

<sup>5</sup> Ce choix restrictif est assumé. Le caractère partiel de notre matériel ne saurait prétendre couvrir toutes les formes de connaissances pouvant servir de corpus. Il s'agit d'analyser uniquement une partie de ce qui constitue être la production de la sociologie militaire française, celle la plus directement accessible aux nouveaux entrants dans le domaine. Nous nous limiterons strictement à la littérature à caractère académique. Les savoirs d'ordre sociologique contenus dans une littérature grise produite à des fins internes à l'institution militaire demeurent extérieurs au périmètre des matériaux présentés ici, bien qu'il soit évident que l'analyse gagnerait à s'en enrichir.

### *Quels fondements disciplinaires pour la sociologie militaire ?*

Notons d'abord que la sociologie des années 50 et 60 s'est construite en rupture avec l'héritage des durkheimiens, contribuant à une sorte d'*oubli disciplinaire* de la contribution des deux conflits mondiaux au *laboratoire* des sciences sociales durkheimiennes<sup>6</sup>.

Gaston Bouthoul, membre de l'école de René Worms et de la *Revue internationale de sociologie*, tente de poser les conditions de l'étude objective des causes de la guerre dans son *Traité de polémologie* (Bouthoul 1951). Il échoue à s'imposer dans le monde académique, tant et si bien que ses travaux demeureront marginaux (Huyghe 2006). Cependant, certaines dimensions de son approche subsistent dans le projet des études stratégiques et les relations internationales : la mesure de la probabilité de la guerre par des indicateurs démographiques, économiques ou politiques, le projet de comparaison historique et anthropologique des guerres et la volonté de participer à la résolution des conflits.

Raymond Aron va quant à lui rejeter en bloc les thèses durkheimiennes et lui trouve un substitut théorique chez Max Weber. En s'imposant dans le champ des relations internationales et des études politiques, Aron va durablement orienter la manière dont les armées vont être étudiées par les sciences politiques, à la fois sur une pente de l'histoire des idées, d'une philosophie normative, et dans un paradigme d'inspiration wébérienne<sup>7</sup>. Les concepts clés pour penser les armées et leur place dans le monde social sont y la *guerre*, la *paix*, le *conflit*, la *légitimité* ou la *rationalité* de la *violence d'État*, le *pouvoir*, la *puissance*, la *force*, la *justice* ou la *justesse des guerres*, le *droit de et dans la guerre*, etc. Témoins récents de cette pente scientifique, le manuel de *Sociologie militaire : armée, guerre et paix* (Caplow et Vennesson 2000), ainsi que la synthèse intitulée *Les armées contemporaines* (Joana 2012), où l'on retrouve ces schèmes fondamentaux de la science politique guidant l'analyse des armées. De la même manière, l'article « Éléments de sociologie de la guerre »<sup>8</sup> s'apparente à une

<sup>6</sup> Sur la place des armées dans les travaux de Durkheim, nous invitons le lecteur se reporter à (Durkheim 1897, 1899, 1915, 1975 ; Durkheim et Denis 1915 ; Jankowski 2001). Plusieurs auteurs contemporains suggèrent que le modèle d'analyse du social forgé par les durkheimiens est propice à l'analyse des armées et des guerres (Emirbayer 1996 ; Ramel 2004 ; Gane 2006 ; Eulriet 2010 ; King 2013). Sur l'expérience des anthropologues et sociologues français confrontés aux deux conflits mondiaux et aux effets sur leurs travaux scientifiques, se reporter à (Becker 2003, Becker 2008 ; Audoin-Rouzeau 2008 ; Mariot 2013 ; Buton et al. 2014).

<sup>7</sup> Un centre de recherche dédié à l'étude « du » politique sous l'angle de la philosophie politique moderne porte son nom, le CESPRA, fondé au sein de l'EHESS et d'abord nommé « Institut Raymond Aron ».

<sup>8</sup> Publié dans *Res Militaris, Revue européenne d'études militaires* dirigée par Bernard Boëne et Laure Bardiès et fondée en 2010 dans le giron du *Centre de recherche des Écoles de Coëtquidan* (CREC), accessible à l'adresse suivante : <http://resmilitaris.net/index.php>.

théorisation de philosophie politique et non à un programme d'étude empirique des guerres et des groupes sociaux qui s'acquittent de la tâche de les conduire (Baechler 2010)<sup>9</sup>.

Le contexte d'émergence de l'étude sociologique des guerres et des armées va orienter la sociologie militaire dans un ensemble de théories extérieures à l'épistémologie durkheimienne (comme la sociologie en générale à cette époque), la lier aux sciences juridiques et aux sciences politiques normatives (déterminer la place des armées dans l'organisation sociale et délimiter les axiomes d'une guerre juste), et l'éloigner d'une sociologie générale empiriste.

### *La psychosociologie, le « moral » et le « facteur humain »*

En 1963, le colonel Robert Vial prend le commandement du *Centre d'étude de sociologie militaire* (CESM), placé sous l'autorité de l'État-major des armées. La sociologie y est alors considérée comme un « auxiliaire indispensable du commandement », et est épaulée de la psychologie sociale (Vial 1971) pour penser, mesurer, encadrer et réguler le « facteur humain » (Coton 2008a). La sociologie et plus généralement les sciences sociales y sont invoquées au service du commandement.

La posture défendue par le colonel Vial au sein du CESM s'inspire très probablement de la configuration institutionnelle de *l'in-service research* (recherche sous l'uniforme durant le temps de service). Durant la Seconde Guerre mondiale, les universitaires américains sont mis à contribution (scientifique) dans l'effort de guerre pour améliorer l'usage de l'appareil militaire (Boëne 2011). Samuel Stouffer est la figure de proue de cette recherche en sciences sociales à caractère opérationnel. Les travaux qu'il dirige au sein de la *Research Branch* (section de recherche) du département de la Défense vont aboutir à une œuvre capitale pour la sociologie américaine : *The American Soldier* (Stouffer 1949). Son but est de mesurer le moral et l'attitude des troupes au combat, dans une optique affirmée de maximisation de l'usage de l'appareil militaire par le département de la Défense. En retour, Stouffer et ses équipes profitent de conditions expérimentales exceptionnelles et des moyens d'administration d'enquête de l'armée américaine (Boëne 2011 ; Vieillescazes 1976). Dans le même geste, l'armée devient un terrain d'expérimentation sans précédent pour les sociologues américains, qui profitent de l'occasion pour soumettre de nouvelles méthodes statistiques à l'épreuve.

On manque de données sur le CESM, sur ses membres comme sur ce qu'il produit. Christel Coton rapporte qu'il perd son caractère interarmées en 1974 pour donner naissance à des

---

<sup>9</sup> Formé en thèse par Raymond Aron, professeur de sociologie à la Sorbonne, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, il a participé aux activités du *Centre européen de sociologie historique* dirigé par Raymond Aron et du *Groupe d'études et de méthodes de l'analyse sociologique* fondé par Raymond Boudon.

sections d'études psychosociologiques propres à chacune des armées. Dans le cas de la *Section d'étude psychologique de l'armée de terre*, cette dernière donnera alors naissance en 1976 au *Centre de relations humaines* (Coton 2008a : 127 et suiv.), plusieurs fois réformé et actuellement dénommé *Section moral-études sociologiques de la direction des ressources humaines de l'armée de terre*. Il semble cependant que l'usage d'outils de quantification du « moral » des troupes via un indice synthétique y soit toujours d'actualité.

### ***CSDN : un essor entre psychologie sociale et sociologie des organisations***

La sociologie militaire va surtout poursuivre sa structuration et son institutionnalisation grâce au *Centre de sociologie de défense nationale* (CSDN). Il voit le jour 1969, sous les auspices de la *Fondation nationale des sciences politiques* (FNSP) et de la *Direction de la recherche et des moyens d'essai* (DRME qui deviendra l'actuelle *Direction générale de l'armement*, ou DGA). À sa tête, Hubert Jean-Pierre Thomas, fils d'officier et directeur de recherche au CNRS. Ce dernier y rassemble quelques « stagiaires » militaires, doctorants et jeunes chercheurs civils. Les ressources du centre reposent sur la soumission de projet de recherche à la DRME. Raoul Girardet collabore aux activités du centre<sup>10</sup>. Raymond Boudon aussi, dans le cadre de son service militaire qu'il réalise au sein du *service de recherches psychologiques de la marine* et qui travaille alors en collaboration avec Guy Michelat<sup>11</sup>. Ils bénéficient alors du soutien de l'IFOP pour la partie sondage de l'enquête qu'ils réalisent auprès des élèves officiers de l'École navale, dans la prolongation des techniques d'analyse importées par Jean Stoetzel et de sa psychologie sociale<sup>12</sup>.

Le CSDN opère la passerelle entre monde militaire et monde académique et hérite de la responsabilité d'encadrer les officiers préparant le diplôme de l'enseignement militaire supérieur en « sciences humaines » ou « droit, économie et finances » en lien avec le *Centre de sociologie des organisations* (CSO) (Coton 2008a : 129), dont François Cailleateau et Michel Lhoste. Parmi les thématiques de prédilection : la place et le rôle de l'institution militaire dans la société, les « motivations » à l'engagement, la réforme des carrières et la reconversion des officiers dans la société civile (Cailleateau et Thomas 1976 ; Vieillescazes et Thomas 1977 ; Cailleateau 1979, 1994).

---

<sup>10</sup> Raoul Girardet (1917-2013), lui aussi fils d'officier, a été enseignant à l'IEP de Paris, l'ENA, Saint-Cyr et Polytechnique. Historien, il est l'auteur de *La société militaire dans la France contemporaine (1815-1939)* paru en 1953.

<sup>11</sup> Guy Michelat est sociologue et spécialiste des sondages d'opinion, enseignant à Sciences Po Paris. Raymond Boudon (1934-2013), a été formé à la fois sous la direction de Jean Stoetzel et de Raymond Aron. Sa théorie de l'action rationnelle de l'acteur social - aussi appelée *individualisme méthodologique* - repose sur une lecture individualisante de l'œuvre de Max Weber et sur une théorie de l'action orientée par un arbitrage de valeurs.

<sup>12</sup> À l'instar de Aron, et bien qu'il ait été dirigé en thèse par Maurice Halbwachs, Jean Stoetzel construit sa carrière universitaire en rupture avec l'héritage durkheimien (Blondiaux 1991). Il va importer les techniques statistiques américaines développées justement dans la poursuite des travaux de Stouffer et fonde l'*Institut français d'opinion publique* (IFOP).

Sont associés aux activités du centre plusieurs spécialistes des mathématiques appliquées aux sciences sociales : Christian Rosenzweig, Michel Blanc, François Vieillescazes. Tous trois publient sur la mesure des attitudes des officiers face aux perspectives de choix de carrière (Rosenzweig et Thomas 1979 ; Thomas et Rosenzweig 1982), sur les « préférences » des officiers dans leurs orientations de carrières (Blanc 1980), ainsi que sur la distribution des premiers engagés volontaires dans les différentes composantes de l'Armée de terre (Vieillescazes 1977 ; Vieillescazes 1978). Leurs travaux s'appuient sur le traitement des bases de données numériques mises à disposition par la direction des ressources humaines des armées. Enfin, Bernard Boëne – actif importateur de la *sociology of the military* et la *military sociology* américaine en France, dont il sera question plus loin – est membre du CSDN à partir de 1981<sup>13</sup>. Intéressé par la sociologie des organisations, Hubert Jean-Pierre Thomas engage une réflexion sur la nature du système organisationnel des armées (Thomas 1981). Il encadre la thèse du capitaine Michel Lhoste, intitulée *L'institution militaire, une organisation en crise : analyse au niveau du corps de troupe* (Lhoste 1973) et dirigée par Michel Crozier. Réformisme, sociologie des organisations, et sociologie militaire se retrouvent étroitement liés dans le projet scientifique du CSDN.

Les travaux produits durant cette période semblent répondre à une demande militaire spécifique – une analyse des attitudes des militaires envers leur engagement, leurs motivations et leurs choix de carrières – émise pendant une période où la perspective pour eux d'une carrière combattante se fait moins probable, dans le contexte post-algérien et de guerre froide sous domination du spectre de la guerre nucléaire. La méthodologie privilégiée est une analyse statistique et objectiviste, basée sur l'extraction des données de gestion. Les inspirations théoriques puisent chez Weber (les valeurs et les formes de rationalités), croisent Stouffer (les attitudes), Stoetzel (les opinions), Boudon (l'acteur rationnel) et Crozier (le système). L'ouvrage collectif *Officiers. Sous-officiers. La dialectique des légitimités* réalise matériellement cette configuration de la sociologie militaire et permet d'apprécier d'un seul regard les filiations que nous venons de décrire (Thomas 1994). L'ouvrage *Techniciens en uniforme* publié aux presses de la FNSP peut être lu comme une seconde modalité : l'enquête est réalisée dans le cadre d'une convention conclue en 1967 entre la FNSP et la DREM. Les auteurs remercient Hubert Jean-Pierre Thomas en introduction, « à qui revient le mérite de la conception et la direction scientifique de cette recherche » (Schweisguth et al. 1979 : 9).

---

<sup>13</sup> Agrégé d'anglais, Boëne, soutient une thèse d'État sur l'histoire de la sociologie militaire américaine sous la direction de Raymond Boudon en 1995, suivant l'approche d'une histoire des idées.

On aperçoit qu'une part spécifique du champ sociologique français investit dans la direction des armées, menant au développement d'une sociologie orientée et affiliée théoriquement et méthodologiquement et qui va informer la demande militaire de sociologie.

### *Du CSDN au C2SD : le renforcement de la demande militaire de sociologie*

Début 1990, le rattachement du CSDN au ministère de la Défense et au CNRS marque un tournant. En même temps qu'un budget de fonctionnement d'origine militaire lui est alloué, le « contrôle » sur la recherche va devenir plus immédiat et aboutir à la réforme du CSDN et à la création du *Centre d'études en sciences sociales de la Défense* (C2SD). Cette réforme fait suite à la publication du rapport Hoffman, qui plaide pour réforme du CSDN. Réforme qui sera réalisée peu de temps plus tard et qui aboutira à l'éviction de Hubert Jean-Pierre Thomas, puisque c'est Hoffman lui-même prendra la direction du C2SD<sup>14</sup>.

Le C2SD est alors clairement conçu pour remplir la fonction d'instrument d'aide à la gouvernance des armées (Vennesson 2000, 2002). À sa création, cinq axes de recherche sont décidés : (1) l'adaptation des militaires à l'évolution de leurs missions, (2) la gestion de ressources humaines et la professionnalisation, (3) les relations entre institutions militaires et la société civile, (4) les structures et politiques de défense et (5) les militaires français dans les systèmes de coopération internationale (Jankowski et Vennesson 2005 : 279). La demande militaire de sociologie y oriente de façon plus directe la production scientifique :

« [Le C2SD] doit être rapproché des dispositifs de commandite de recherches existant dans la plupart des administrations (Mission recherche du ministère du Travail, Institut des hautes études de sécurité intérieure du ministère de l'Intérieur, etc.). Comme ses homologues, il entend constituer une interface entre les demandes des administrations et l'offre de la communauté scientifique, entendue au sens large puisque les études sont effectuées par des universitaires, des chercheurs du CNRS, relevant de différentes disciplines (sociologie et science politique pour l'essentiel, économie plus rarement, etc.) ou, moins souvent, par des consultants privés [...] Les thèmes des études renvoient aux besoins émis chaque année par les armées, directions et services de la Défense, parfois complétés par les propositions que certains chercheurs peuvent faire. Est alors établi un programme prévisionnel qui, une fois reçu l'aval du ministre de la Défense, fait l'objet

---

<sup>14</sup> Jusqu'ici, le CSDN était soutenu par François Cailleateau, lui aussi contrôleur général des armées. Il est possible, mais ceci demeure une hypothèse en l'état, que la publication du rapport Hoffman, suivit de la réforme du C2SD et de l'éviction de Thomas, soit aussi l'effet d'une lutte interne au corps des contrôleurs généraux entre Hoffman et Cailleateau, le premier étant issu de la Marine et le second de l'armée de terre.

d'un appel à propositions où les thèmes sont déclinés en pistes de recherche. Ces thèmes généraux ont peu évolué depuis l'origine. » (Porteret 2003 : 800)

Une nouvelle génération de chercheur va y faire leurs armes et se rassembler derrière Éric Letonturier<sup>15</sup>, François Gresle<sup>16</sup> et Jean-François Léger<sup>17</sup>, dans le giron des universités Paris 1 et Paris 5 et à la croisée d'une sociologie des valeurs et des identités, de la démographie et d'une sociologie des organisations. Ils participent à la mise en place en 2003 d'un réseau thématique au sein de l'Association française de sociologie : « Sociologies militaires – Sécurité, armées, société »<sup>18</sup>, auquel on peut rattacher Vincent Porteret, Sébastien Jakubowski, Claude Weber, Laure Bardiès, Saïd Haddad, Emmanuelle Prévot, Katia Sorin, mais aussi Christophe Pajon et Alex Alber. La tentative de structuration d'un réseau thématique de chercheur au sein de l'AFS n'indique pas nécessairement un gain d'autonomie relative de la recherche en sciences sociales dans les armées. Si, comme le relève Christel Coton, l'enjeu de la production au sein du C2SD n'est plus de produire une sociologie « appliquée » comme au CSDN (Coton 2008a : 119), il n'y a pas pour autant gain d'autonomie, puisque le pilotage et contrôle de l'intégralité du budget du C2SD et la participation à l'élaboration de sa politique scientifique place le centre sous un contrôle militaire plus immédiat. Et l'on peut faire la supposition que la création des allocations doctorales en SHS de la DGA va avoir des effets similaires : en finançant spécifiquement des thèses en sciences sociales, la DGA octroie à des apprentis sociologues de nouveaux moyens, mais dans le même temps, en conservant la main sur l'attribution de ce financement, elle reste aux commandes de l'orientation de la recherche dans des directions qui lui semblent pertinentes.

Les évolutions de ce contexte institutionnel vont avoir des effets concrets sur le contenu des savoirs sociologiques produits sur les armées. Il serait excessif de dire qu'il s'agit d'une sociologie entièrement faite « en service » (*in-service research*) et sous pilotage militaire. Mais l'on peut raisonnablement avancer que c'est une sociologie « de service » qui se met en place dans l'institution militaire : les sociologues sont interrogés par les militaires sur des thématiques qui suscitent l'intérêt des militaires, et leurs enquêtes s'engendrent à partir de cette demande.

---

<sup>15</sup> Sociologue à l'université Paris 5 René-Descartes, il a d'abord suivi un cursus en philosophie à Paris 1 et l'ENS, avant de faire une thèse sur la notion de réseau chez Gabriel Tarde.

<sup>16</sup> Décédé en 2012, professeur de sociologie à l'université Paris 1 Sorbonne après un début de carrière à Lille 3 et Paris X – Nanterre.

<sup>17</sup> Démographe de formation et actuellement enseignant à l'université Paris 1 – Sorbonne, rattaché au *Centre de recherche de l'Institut de démographie de Paris* (CRIDUP).

<sup>18</sup> Il s'agit du RT 08, intitulé « Sociologies militaires – Sécurité, armées, société ». Dans la même veine, le GT 05 de l'association française des sociologues en langue française s'intitule « Forces armées et société ».

## Importations américaines : une sociologie des professions qui s'ignore

On ne peut pas comprendre les transformations de la sociologie militaire française des années 1990 et 2000 sans tenir compte des évolutions intervenues dans celle produite aux États-Unis. Les clivages académiques et la perspective d'une profonde réforme du recrutement militaire donnent à cette sociologie estampillée *U.S.* des tendances spécifiques retraduites vingt ans plus tard en France lors de la suspension du service national.

### *Les professions comme horizon conceptuel lointain*

Bien avant que se pose la question de la professionnalisation généralisée des armées occidentales (Boëne et Dandeker 1998), la *military sociology* américaine s'est développée dans le prolongement de la sociologie des professions appliquées aux officiers. Historiquement, le corps des officiers a été conçu comme *professionnal*, doté d'un mandat et d'une licence sur le monopole d'organisation de la violence physique au nom de l'État, sorte d'idéaltype de l'idée de *profession* au sens anglo-saxon du terme (Caforio et Nuciari 1994).

Partant d'un questionnement général sur les élites américaines, Charles Wright Mills récuse d'abord l'hypothèse d'une particularité des officiers en montrant que les généraux ressemblent de plus en plus aux élites économiques et aux managers de haut niveau de l'industrie (Mills 1956). À l'inverse, Samuel Huntington réaffirme qu'ils forment une élite spécialisée et caractérisée par la particularité de la mission des armées (Huntington 1957, 1963). Formé au département de sociologie de l'université de Chicago, Morris Janowitz va s'opposer à cette conception unificatrice de la profession des officiers. Dans *The Professional Soldier*, il montre que la complexification progressive de l'instrument militaire induit des spécialisations qui entraînent l'explosion de l'unicité du corps des officiers (Janowitz 1960). En cela, il s'inscrit dans la même mouvance que celle amorcée à cette période par l'interactionnisme et l'analyse de la segmentation de certaines professions (Bucher et Strauss 1961).

Tous adoptent cependant l'axiome d'une césure entre affaires et politiques civiles et affaires et politiques militaires, et s'inscrivent dans l'horizon de discussion du paradigme du structuro-fonctionnalisme de Parsons. Les changements dans l'organisation du groupe professionnel ne sont alors pensés que comme les effets d'une transformation de l'organisation militaire : par la massification et par la bureaucratisation des armées occidentales. Derrière la notion de « professionnalisation » des militaires, ce n'est pas le processus historique par lequel le groupe social des officiers (et plus généralement des militaires) a revendiqué son statut de professionnel

(Wilenski 1964) qui est au cœur de l'analyse, mais l'évolution des relations des officiers avec les différentes élites et l'extension du salariat militaire.

### ***Réforme de l'All-Volunteers Force et sociologie du changement organisationnel***

Les oppositions théoriques rappelées ci-dessus structurent les débats au sein de la Commission Gates, chargée en 1971 de l'étude du projet de réforme de l'*All Volunteers Force* opérée en 1973, qui marque la fin de l'armée de conscription aux États-Unis et le passage à une armée de métier. Dans ce contexte, la question de la « nature » de l'activité militaire va être posée selon le clivage entre *professionnal* et *occupationnal*. L'un des enjeux est celui de l'évolution des formes de rémunérations des soldats salariés : doivent-elles être particulières (en quantité et qualité) parce que ce métier reviendrait à un engagement particulier, ou doivent-elles être fixées selon les lois du marché, en considérant qu'être militaire professionnel est un emploi substituable à un autre ? Pour répondre à cette question, les économistes libéraux font valoir que des incitations monétaires appropriées devraient suffire à assurer le recrutement des effectifs fixés par la politique de Défense. Derrière Janowitz et Charles Moskos<sup>19</sup>, les sociologues répondent que le choix du métier de soldat ne dépend pas strictement d'un arbitrage de ce type, parce que la mise au service d'une institution repose sur des valeurs qui transcendent l'individu<sup>20</sup>. Moskos défend opiniâtrement que l'engagement dans l'armée est « *More than just a job* » (Moskos et Wood 1988), titre d'un article qui ne laisse pas de doute quant à l'investissement idéologique engagé dans la lutte en terrain académique<sup>21</sup>. Dans une communication prononcée à La Haye en 1982, il expose ce qui constitue selon lui le risque de la *banalisation* de l'engagement militaire induit par la contractualisation des soldats : la perte des caractéristiques spécifiques qui feraient des armées une institution aux finalités transcendantes, aboutissant à en faire une organisation industrielle soumise aux lois du marché (Moskos 1987)<sup>22</sup>.

Les effets de cette réforme vont être étudiés dans le spectre d'une sociologie du changement organisationnel qui partage largement l'hypothèse que l'organisation militaire est historiquement

---

<sup>19</sup> Autre figure centrale de la sociologie militaire américaine, il a réalisé sa thèse à l'UCLA. Il est l'auteur de *The American Enlisted Man* (Moskos 1970), qui marque probablement la première étude sur les conditions de vie des GI.

<sup>20</sup> Pour une présentation plus détaillée de ce débat, se reporter à (Boëne 1994)

<sup>21</sup> Moskos et Janowitz ont tous deux servi quelques années dans les forces américaines. Les premiers travaux de Janowitz, réalisés avec Edward Shils, portent sur la cohésion au sein des troupes (Shils et Janowitz 1948). De son côté, Moskos a servi en Allemagne dans le corps des ingénieurs militaires américains et a réalisé plusieurs études auprès des troupes engagées au Vietnam. Tous deux sont sans aucun doute marqués par leurs expériences de recherche *in-service*. Leurs prises de position ainsi très probablement liées à leurs trajectoires et expériences antérieures.

spécifique, et que la « professionnalisation » aboutie alors à une « convergence » ou « *civilianization* » – terme que Janowitz avait emprunté à Hans Speier (Speier 1952) –, des armées vers les organisations civiles, par effet d'un triple processus de (1) salarisation, (2) de rationalisation et (3) de bureaucratisation de l'institution militaire. L'institution militaire est alors considérée en changement, et il revient aux sociologues d'en étudier les mouvements (Seagal and Seagal 1983 ; Caforio 1988), approche que nous retrouverons dans la sociologie militaire française des années 2000.

### *L'axiome de la « spécificité militaire »*

Dans les années 1990, la suspension du service national concrétise en France la fin de l'armée de conscription. Toute une série de travaux va alors porter sur les effets probables d'une telle réforme sur l'institution militaire. Bernard Boëne, actif importateur de la sociologie militaire américaine, va coordonner une série d'ouvrages sur les processus similaires ayant eu lieu dans différentes armées européennes (Boëne 1990 ; Boëne et Martin éd. 1991 ; Boëne et Dandeker éd. 1998, Thomas et Cailleteau 1998). Tous sont marqués par les termes de « professionnalisation » – entendue ici au sens de la salarisation généralisée des soldats et de la rationalisation de leur formation –, de la « convergence » et/ou de la « divergence » relative entre société militaire et civile. Les armées sont implicitement pensées comme « spécifiques » en soi, et en proie à un processus de transformation (la professionnalisation) qui leur ferait perdre leur spécificité. Conception qui fait directement écho aux positions de Janowitz et Moskos présentées plus haut.

Dans ce contexte, l'idée de « spécificité militaire » va être érigée en concept. Elle parcourt de longue date la littérature précitée, et nous avons indiqué comment elle structure implicitement le débat sur la professionnalisation des armées. L'armée est considérée comme une société dans la société, dotée de ses propres règles juridiques et sociales, de ses rites, de sa culture. Une telle conception est puissamment inscrite dans le sens commun et il est d'autant plus difficile de s'en défaire que la notion de « spécificité militaire » vient la rationaliser et lui donner une forme scientifique.

Lorsqu'il l'emploie pour la première fois dans un de ses écrits, Pierre Dabezies – ex-officier parachutiste devenu politiste et enseignant à Paris 1 – en rappelle l'origine militaire. Il indique que les armées se pensent comme un monde spécifique, un monde en soi, et que les militaires

---

<sup>22</sup> Article qui sera republié dans *Officiers. Sous-officiers. La dialectique des légitimités*. À travers la prise de position radicale de Moskos, on devine l'adhésion de ce dernier à l'idéologie de l'institution et à la crainte de la crise vocationnelle qui caractérise en partie les prises de position à ce sujet.

prétendent à cette spécificité à des fins corporatistes, pour assoir la revendication de leur monopole sur l'activité combattante au nom de l'État. D'abord avancée dans la revue de l'*Amicale de l'enseignement militaire supérieur scientifique et technique* (Dabezies 1972), cette hypothèse se consolide lors d'un colloque organisé aux Écoles de Saint-Cyr Coëtquidan aboutissant à un ouvrage collectif coordonné par Boëne : *La spécificité militaire* (Boëne 1990). En 2011, Laure Bardiès, formée en thèse par Boëne, en distingue un sens scientifique (une notion dont la construction serait rationnellement contrôlée) d'un sens corporatif (une revendication militaire) et de l'usage instrumental qui peut en découler (les usages engagés dans une lutte) (Bardiès 2011).

Reste que la notion garde sa charge idéologique initiale, et nous suivons Fabrice Hamelin lorsqu'il indique qu'il s'agit d'une invention institutionnelle engagée dans la défense de l'autonomie relative de la profession militaire (Hamelin 2000). La mobilisation d'une telle notion peut être interprétée comme un instrument de revendication d'un monopole sur une activité sociale (le combat au nom de la collectivité), mais en aucun cas ne servir d'hypothèse de travail pour le sociologue. Il est peu probant de faire reposer la construction de l'objet sur les prémisses idéologiques par lesquelles les agents cherchent eux-mêmes à se définir. C'est pourtant ce mouvement de pensée qu'on a tendance à faire à propos des militaires. De plus, l'idée que les armées constitueraient un objet spécifique en soi enclave la sociologie militaire, tend à la couper de la sociologie générale, et fait barrage à toute tentative de comparaison ou de mise en relation avec d'autres groupes professionnels.

Pour résumé, au début des années 2000, la sociologie militaire en France est configurée autour de trois perspectives : (1) l'héritage d'une psychologie sociale et d'une sociologie organisationnelle impulsées lors du rapprochement entre la FNSP et le ministère de la Défense et produites par des chercheurs liés aux armées contractuellement (et familialement : Thomas et de Girardet sont fils d'officiers), (2) le prolongement d'une sociologie des professions convertie sur fond de débat idéologique lors de la réforme de l'*All Volunteers Force*, (3) la consolidation d'une hypothèse de « spécificité militaire » assumant le grand partage entre une « société militaire » et le reste du monde social et qui tend à rationaliser dans les formes de la scientificité la barrière symbolique que les membres des armées érigent autour de ce qu'ils considèrent relever de leur périmètre d'activité.

### **Des sociologues face aux réformes : produire une sociologie des « -sation »**

Cette mise en perspective historique, depuis la rupture de l'héritage durkheimien jusqu'aux transformations successives des institutions de recherche en sciences sociales dans les armées et

aux importations conceptuelles transatlantiques, éclaire sous un jour nouveau la forme prise par les travaux les plus récents de la sociologie militaire. On aperçoit comment les habitudes scientifiques héritées du passé rencontrent une reformulation de la demande militaire de sociologie dans un contexte de réforme.

### **Scientificiser *les effets des réformes : la passerelle du C2SD***

Les contenus des travaux produits par les chercheurs et chercheuses transitant par le C2SD au début des années 2000 semblent s'infléchir suite à un déplacement de la demande militaire de sociologie<sup>23</sup>. De 1996 à 1999, cent deux « études » sont produites au C2SD. Leur recensement permet une première mesure des effets d'imposition de problématiques par la hiérarchie militaire.

Dix d'entre elles portent sur le « recrutement », huit sur la « reconversion » des soldats sur le marché du travail à la fin de leur engagement. Dix font explicitement référence à la « professionnalisation »<sup>24</sup>. Si on y inclut celles qui portent sur la « féminisation », et sur l'emploi de civils dans les bases militaires (sept et trois études), on obtient une quarantaine de publications qui traitent des conséquences des réformes qui traversent l'institution militaire à cette époque, tout en reprenant les termes forgés dans le cadre des débats académiques américains : professionnalisation, banalisation, civilianisation, féminisation. Dans un contexte de suspension du service militaire et de salarisation de l'ensemble des militaires, il importe aussi aux décideurs militaires de mesurer la quantité des candidats potentiels aux métiers militaires. Dans la foulée, Jean-François Léger publie sur l'engagement des « jeunes » dans les armées, et cherche justement à mesurer l'assiette de la population potentiellement intéressée par un recrutement militaire contractuel et salarié (Léger 2002, 2003, 2004).

Réforme de « professionnalisation » ? Des études sont commanditées (Jankowski 1998 ; Genieys et *al.* 2000 ; Boëne, Dandeker, et *al.* 2001 ; Boëne, Nogues, et *al.* 2001 ; Fouilleul 2001 ; Haddad 2005 ; Joana et Smith 2005). Réforme de « féminisation » ? Des études sont commanditées (Bouchard 1996 ; Dufoulon et *al.* 1998 ; Clément 1999 ; Burot-Besson et Chellig 2001 ; Loriot et *al.* 2001 ; Sorin et *al.* 2005 ; Haddad et *al.* 2007). Réforme de

---

<sup>23</sup> Notons cependant l'existence d'une sociologie portant sur les militaires, réalisée en dehors des institutions militaires de recherche en sciences sociales. Elle présente de tout autres inclinaisons théoriques, puisque produite dans de tout autres institutions de recherche et à partir de questionnements non informés par la demande militaire de sociologie (Pinto 1975 ; Devreux 1991, 1997, 2002 ; Bruneteau 1993, 1995 ; Larmet 1995, 2002 ; Coton 2007a, 2007b, 2008a, 2008b, 2012 ; Pudal 2011a, 2011b ; Teboul 2013). De son côté, André Thiéblemont se fait l'officier ethnographe des armées suite à une trajectoire universitaire à Lyon, Paris 5 et l'IEP de Paris (Thiéblemont 2015). Il produit alors tout un pan d'ethnologie et d'histoire de la culture militaire (Thiéblemont 1983 ; 1999 ; 2000, 2013 ; Thiéblemont et Desbois 1995).

<sup>24</sup> Les thématiques pouvant se combiner. Il ne faut donc pas prendre ce décompte comme le ratio de la part de la production du C2SD traitant de ce sujet.

« civilianisation » ? Des études sont commanditées (Capedevielle et *al.* 2002). Systématiquement réalisées dans l'optique de mesurer les effets des réformes en question. À travers elles, les décideurs politiques et les gestionnaires militaires expriment ce qu'ils perçoivent être des « enjeux » qui comptent pour l'institution qu'ils pilotent. On peut alors proposer l'hypothèse qu'ils formulent probablement leurs demandes à partir de ce qu'ils connaissent de la sociologie, donc captent et favorisent une manière de faire de la sociologie spécifique, qui va déterminer les réponses sociologiques possibles, renforçant par-là le prisme unique que les militaires connaissent de la sociologie : celles des attitudes, des motivations, des valeurs et du changement social/organisationnel.

Les sociologues qui appartiennent au périmètre du C2SD sont orientés vers les questions que se posent les membres de l'institution, afin d'éclairer ce que de tels « changements » sont en train d'induire sur l'ordre établi dans l'institution. Les thèses financées par la DGA apportent aussi leur lot de travaux orientés dans des directions très similaires, dont celle de Claude Weber, d'Emmanuelle Prévot, de Katia Sorin, Sébastien Jakubowski ou d'Alex Alber. Certes, les candidats apportent leurs sujets, mais la DGA trie parmi eux selon ses propres intérêts et critères. De plus, la socialisation scientifique des porteurs des projets retenus au sein du C2SD n'est pas sans créer d'effet, ne serait-ce qu'en confortant les orientations de recherche. Les producteurs de la sociologie militaire ainsi triés et socialisés suivent la pente tendancielle d'une *sociologie du changement organisationnel dans une institution pensée d'emblée comme spécifique et qui s'inquiète de sa divergence ou de sa convergence avec la société où elle est sise*. Pente héritée de leurs prédécesseurs, que l'institution militaire reconnaît comme une manière légitime pour l'aborder. Pente qui se renforce au fur et à mesure que des études sont produites.

### *Effets sur une sociologie militaire académique*

En France, la publication de travaux de sociologie militaire s'opère dans un périmètre éditorial restreint : (1) une unique revue spécialisée pour la publication d'études de sciences sociales et de sciences politiques sur l'institution militaire et de plus en plus orientée en direction des relations internationales, la revue des *Champs de Mars*, (2) quelques numéros thématiques de revues généralistes – dont deux dans l'*Année sociologique* (vol. 61, n° 2, 2011) et deux dans la *Revue française de sociologie* (vol. 2, n° 2, 1961 et vol. 44, n° 4, 2003) – (3) les revues militaires *Défense Nationale* et *Inflexions*, (4) quelques articles de différentes revues, et (5) deux éditeurs, *L'Harmattan* et *Economica*. En dehors de ce cercle, cette sociologie essaime peu. Dans ce périmètre, les effets de la demande militaire de sociologie sur la production plus strictement académique sont clairement perceptibles. On y retrouve l'ensemble des producteurs évoqués jusqu'ici.

En 2003, Katia Sorin publie sur la place des femmes dans les armées, suite à sa thèse dirigée par François Gresle (Sorin 2001, 2003), ainsi qu'un article dans les cahiers du genre (Sorin 2010). À la même période François Gresle dirige un numéro spécial de la *Revue française de sociologie*, intitulé « Profession : militaire » (Gresle 2003a) dans lequel il publie un article au titre évocateur : « La “société militaire” : son devenir à la lumière de la professionnalisation » (Gresle 2003b). Numéro auquel participent Boëne sur la professionnalisation (Boëne 2003), Léger sur le recrutement (Léger 2003), Dandeker sur les femmes (Dandeker 2003) et Vincent Porteret sur la recherche au C2SD (Porteret 2003). En 2005, Gresle dirige un ouvrage intitulé *Sociologie du milieu militaire : les conséquences de la professionnalisation sur les armées et l'identité militaire* (Gresle éd. 2005). L'ouvrage donne corps au microcosme de la sociologie militaire de cette époque et à ses thèmes de prédilection : professionnalisation, évolution et changement dans l'institution militaire, transformation du rapport à l'autorité, entrée de l'institution militaire sur le marché du travail.

La thèse en sociologie des organisations de Sébastien Jakubowski, financée par la DGA et réalisée à Lille 1, dans laquelle il s'intéresse à la « désinstitutionnalisation » des armées, est publiée sous le titre suivant : *La professionnalisation de l'armée française : conséquences sur l'autorité* (Jakubowski 2005, 2007). La « professionnalisation » est abordée dans la prolongation directe des travaux de Moskos, avec l'idée que ce processus entraîne une profonde altération des armées. La même année, Vincent Porteret coordonne un ouvrage intitulé *La Défense. Acteurs, légitimité, missions : perspectives sociologiques* (Porteret 2007), dont le plan général de l'ouvrage suit les modalités de raisonnement que nous avons déjà identifiées : (1) « Les officiers de l'Armée de terre en France », (2) « Aspects des relations entre Armée et société » – posant face à face deux mondes – et (3) « Armées en opération : enjeux ». Dans une période de réengagement des troupes au sol dans des opérations en Europe, en Afrique, au Moyen-Orient et en Afghanistan, la thématique « enjeux opérationnel » fait d'ailleurs son apparition.

En 2011, c'est au tour de Letonturier de diriger un numéro de l'*Année sociologique* intitulé « Valeurs, métier et action : évolutions et permanences de l'institution militaire. Y contribuent Bardiès sur la spécificité militaire (Bardiès 2011), Jakubowski sur les réformes organisationnelles (Jakubowski 2011), Letonturier sur l'identité militaire (Letonturier 2011), Martin et Pajon sur l'apprentissage du charisme en école d'officiers (Martin, Pajon 2011).

Les sociologues qui publient semblent unanimes, tout comme les militaires : tout change avec la professionnalisation ! L'identité militaire doit se réinventer, l'institution se *désinstitutionnalise* (synonyme de *banalisation*) et l'organisation se confronte aux effets d'une rationalisation des pratiques de gestion. Les passerelles que la *masterisation* des études des officiers et l'ouverture de Saint-Cyr à des aspirants diplômés de l'université réactive de son côté les études sur les

orientations professionnelles des officiers et leurs choix de carrières (Hamelin 2003, Engelhart et al. 2004 ; Alber 2007 ; Augé 2011).

Par contre, la profession militaire en tant que telle, le métier et son contenu restent dans les angles morts, même chez les ethnographes (Dufoulon et al. 1995, 1997, 1998, 1999 ; Dufoulon 1998). Quelques travaux portant sur les conditions de vie des militaires et réalisés au C2SD sont édités chez l'*Harmattan* (Clément 2003 ; Prévot 2007) ou dans des revues de sciences sociales généralistes (Prévot 2010, Byron Portret 2010). Tout se passe comme si les sociologues, concentrés sur les transformations censées altérer l'ordre militaire<sup>25</sup>, passaient à côté de l'étude du système professionnel militaire<sup>26</sup> et de la description de son contenu : le travail concret et quotidien des soldats demeure invisible et méconnu. Seules trois études du C2SD s'y consacrent sans aboutir à des publications chez des éditeurs scientifiques (Efros et Fouilleul 1999 ; Thiéblemont 2001 ; Thiéblemont et al. 2004). Une sociologie du travail des soldats reste donc entièrement à constituer malgré dix ans de travaux sur la professionnalisation militaire.

## Conclusion

Christel Coton avait déjà relevé la cohérence de la sociologie militaire des décennies 1970-1980 (Coton 2008a : 129). À travers ce parcours historique, nous avons cherché à compléter les pistes qu'elle esquissait dans sa thèse, à remonter en amont de ces dernières, et surtout à explorer en aval, jusqu'à la production plus récente. Nous avons voulu rendre compte des mécanismes qui ont assuré cette cohérence. Il s'agit d'une sociologie produite en lien avec des centres de recherche des armées et qui va être sollicitée pour accompagner et éclairer les réformes qui traversent l'institution militaire.

---

<sup>25</sup> L'analyse bibliographique révèle que la sociologie française des militaires se positionne dans un espace de références extérieur à la sociologie des professions. L'ouvrage de Sébastien Jakubowski, *La professionnalisation de l'armée française : conséquence sur l'autorité* (Jakubowski, 2007) compte une seule référence à la sociologie des professions, le manuel de Dubar et Tripiet dans son édition de 2005. L'ouvrage collectif coordonné par François Gresle, *Sociologie du milieu militaire : les conséquences de la professionnalisation sur les armées et l'identité militaire* (Gresle, 2005), n'en recense aucune. L'article de Bernard Boëne intitulé « Professionnalisation des armées : contexte et raisons, impact fonctionnel et sociopolitique » (Boëne, 2003) ne compte qu'une seule entrée liée à ce domaine, *Men and their Work* (Hughes, 1958), invoqué en note de bas de page. Le manuel de Pascal Vennesson et de Theodore Caplow, *Sociologie militaire* (Caplow et Vennesson, 2000), fait l'impasse sur la sociologie des professions. Idem pour l'ouvrage *Les armées en Europe* (Boëne et Dandeker, 1998), dont un chapitre est intitulé « Métier, profession, professionnalisme ». Dans le numéro thématique de la Revue française de sociologie, « Profession : militaire », seul l'article de Julia Evetts, « Explaining the construction of professionalism in the military : history, concepts and theories », discute frontalement la *sociology of professions* (Evetts, 2003).

<sup>26</sup> Significativement, la sociogenèse de la réforme de (re)professionnalisation des armées n'a pas fait l'objet d'une tentative de reconstruction. En l'espèce, on ne sait rien ni du processus concret par lequel l'idée d'une armée professionnelle s'est imposée dans les hautes sphères de l'État ni de la lutte qui a dû avoir lieu pour qu'une telle idée s'impose.

La reconstitution des liens qui unissent les chercheurs intéressés par les armées – des liens qui opèrent par les institutions qui les (re)produisent – permet de rendre concrets les déterminants qui orientent les contenus des œuvres de la sociologie militaire produite en France. En portant attention à la fois aux contenus et à leurs contextes institutionnels de production, on révèle la composition de *l'inconscient scientifique* de cette sociologie. L'orientation de la recherche qui en résulte ne peut se réduire ni à des choix scientifiquement rationalisés à toutes fins utiles par des chercheurs désincarnés, ni à l'effet d'un pilotage de la recherche par les militaires. Elle apparaît être le fruit de choix guidés par des habitudes ou des routines scientifiques acquises au cours de la socialisation reçue dans un petit nombre d'institutions de recherche plus que l'expression des orientations politiques et des filiations idéologiques de ses producteurs, et appelle une poursuite de l'enquête sur la forme des liens entretenus entre sciences sociales et armées.

Cette histoire ne s'arrête pas là, puisque la création de l'IRSEM, fruit de la fusion de plusieurs centres de recherche des armées, a rebattu les cartes et a replacé les relations internationales au cœur de la demande militaire d'expertise, et relégué la sociologie à la portion congrue d'un pôle « Défense et société ». Ces transformations récentes, opérées au début des années 2010, invitent donc à poursuivre l'enquête et à étendre le dispositif à d'autres formes de transactions entre monde militaire et monde académique et aux formes de concurrences entre disciplines pour capter les ressources que l'institution militaire alloue à la recherche.

## Bibliographie

- ALBER, Alex, *La formation initiale des officiers : une comparaison européenne*, thèse de sociologie : Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, 2007.
- AUDOIN-ROUZEAU, Stéphane, *Combattre. Une anthropologie historique de la guerre moderne (XIXe-XXIe siècle)*, Paris : Le Seuil, 2008.
- AUGÉ, Axel, « Parcours et stratégies de professionnalisation militaire », *Temporalités. Revue de sciences sociales et humaines*, n° 14, 2011 : <http://temporalites.revues.org/1820>.
- BAECHLER, Jean, « Éléments de sociologie de la guerre », *Res Militaris*, vol. 1, n° 1, 2010 : [resmilitaris.net/index.php?ID=1012083](http://resmilitaris.net/index.php?ID=1012083).
- BARDIÈS, Laure, « Du concept de spécificité militaire », *L'Année sociologique*, vol. 61, n° 2, 2011, pp. 273-295.
- BARDIÈS, Laure, *Deux siècles de sociologie militaire en France (1815-1991) : sociologie d'une sociologie*, thèse de sociologie, Toulouse : Université Toulouse Le Mirail, 2008.
- BECKER, Annette, *Maurice Halbwachs : un intellectuel en guerres mondiales, 1914-1945*, Paris : A. Viénot, 2003.
- BECKER, Jean-Jacques, « Albert Thomas, d'un siècle à l'autre. Bilan de l'expérience de guerre », *Les cahiers Irice*, vol. 2, n° 2, 2008, pp 9-15.
- BESSIN, Marc (dir.), *Autopsie du service militaire, 1965-2001*, Paris : Éditions Autrement, 2002.
- BLANC, Michel, *Le prix de la fidélité. Analyse des stratégies de carrière à l'aide d'un modèle générateur*, Paris : SOWI-CSDN, 1980.

- BLONDIAUX, Loïc, « Comment rompre avec Durkheim ? Jean Stœtzel et la sociologie française de l'après-guerre (1945-1958) », *Revue française de sociologie*, vol. 32, n° 3, 1991, pp. 411-431.
- BOËNE, Bernard, « Samuel A. Stouffer et alii., Studies in Social Psychology in World War II. », *Res Militaris*, vol. 1, n° 3, 2011 : <http://resmilitaris.net/index.php?ID=1014404>
- BOËNE, Bernard, *Conditions d'émergence et de développement d'une sociologie spécialisée : Le cas de la sociologie militaire aux États-Unis, 1892-1992*, thèse de doctorat, Paris : Université Paris 5 René Descartes, 1995.
- BOËNE, Bernard, « Quatre décennies de sociologie militaire aux États-Unis », in THOMAS, Hubert Jean-Pierre (dir.), *Officiers, sous-officiers : la dialectique des légitimités*, Paris : ADDIM-CSDN, 1994, pp. 1-37.
- BOËNE, Bernard (dir.), *La Spécificité militaire*, Paris : Armand Colin, 1990.
- BOËNE, Bernard, DANDEKER, Christopher (dir.), *Les armées en Europe*, Paris : La Découverte, 1998.
- BOËNE, Bernard, DANDEKER, Christopher et ROSS, John, *Les armées professionnelles et les liens armées-État-société au Royaume-Uni. Données 1999-2000*, Paris : Les Études du C2SD, 2001.
- BOËNE, Bernard, MARTIN, Michel Louis (dir.), *Conscription et armée de métier*, Paris : Fondation pour les études de défense nationale, 1991.
- BOËNE, Bernard, NOGUES, Thierry et HADDAD, Saïd, *À missions nouvelles des armées, formation nouvelle des officiers des armes ? Enquête sur l'adaptation de la formation initiale des officiers des armes aux missions d'après-guerre froide et à la professionnalisation*, Paris : Les Études du C2SD, 2001.
- BOUCHARD, Marie-Amélie, *La féminisation des écoles d'officiers. École de l'air, École spéciale militaire, École navale. Étude comparative*, Paris : Les Études du C2SD, 1996.
- BOURDIEU, Pierre, *Science de la science et réflexivité*, Paris : Raison d'Agir, 2001.
- BOUTHOU, Gaston, *Traité de polémologie. Sociologie des guerres, méthodes, doctrines et opinions sur la guerre*, Paris : Payot, 1951.
- BRUNETEAUX, Patrick, « Manœuvres scientifiques en terrain militaire », *Genèses*, vol. 19, n° 1, 1995, pp. 108-121.
- BRUNETEAUX, Patrick, *La violence d'État dans un régime démocratique : les forces de maintien de l'ordre en France, 1880-1980*, thèse de science politique, Paris : Université Paris 1, 1993.
- BRYON-PORRET, Céline « Du devoir de soumission au devoir de désobéissance ? Le dilemme militaire », *Res Militaris*, vol. 1, n° 1, 2010 : <http://resmilitaris.net/index.php?ID=1012368>.
- BUROT-BESSON, Isabelle et CHELLIG, Nadia, *Les enjeux de la féminisation du corps des médecins des armées. Prégnance des modèles et limites de gestion : de l'égalitarisme à l'équité, vers une égalité formelle et réelle*, Paris : Les Études du C2SD, 2001.
- BUTON François, LOEZ, André, MARIOT, Nicolas et OLIVERA, Philippe (dir.), « L'ordinaire de la guerre », *Agone. Histoire, Politique & Sociologie*, n° 53, 2014.
- CAFORIO, Guiseppa, NUCIARI, Marina, « Social Research and the Military: A Cross-National Expert Survey », in CAFORIO, Guiseppa (éd.), *Handbook of the Sociology of the Military*, New York : Springer, 2006, pp. 27-58.
- CAFORIO, Guiseppa, NUCIARI, Marina, « The Officer Profession: Ideal-Type », *Current Sociology*, vol. 42, n°3, pp. 33-56.
- CAILLETEAU, François, « La sélection des élites dans le corps des officiers de l'armée de terre en France », in THOMAS, Hubert Jean-Pierre (dir.), *Officiers, sous-officiers : la dialectique des légitimités*, Paris : ADDIM-CSDN, 1994, pp. 149-163.
- CAILLETEAU, François, « Réflexions sur la reconversion civile des officiers », *Revue défense nationale*, n° 384, 1979, pp. 21-33.
- CAILLETEAU, François, THOMAS, Hubert Jean-Pierre, « La réforme des carrières des sous-officiers de l'Armée de terre », *Revue défense nationale*, n° 353, 1976, pp. 99-113.
- CAPEDEVIELLE, Jacques, CHELLY, Luc et LEBRET, Marc, *La présence des civils dans les armées : travailler ensemble ? Exercice du métier et interactions*, Paris : Les Études du C2SD, 2002.

- CAPLOW, Theodore, VENNESSON, Pascal, *Sociologie militaire : armée, guerre et paix*, Paris : Armand Colin, 2000.
- CLAUSEWITZ, Carl (von.), *De la Guerre*, Paris : les Éditions de Minuit, 1955.
- CLÉMENT, Sylvie, *Vivre en caserne à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle : l'exemple de la gendarmerie*, Paris : L'Harmattan, 2003.
- CLÉMENT, Sylvie, *Femmes et forces armées*, Paris : Les Études du C2SD, 1999.
- COTON, Christel, « Briller sous l'épaulette. Capital culturel et capital combattant dans le corps des officiers de l'armée de terre », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 191-192, 2012, pp. 14-27.
- COTON, Christel, *La culture de la distinction. Unité institutionnelle et lignes de tensions au sein du corps des officiers de l'armée de terre*, thèse de sociologie, Paris : Université Paris 7 Diderot, 2008a.
- COTON, Christel, « Lutttes de prestige entre pairs. Le cas des officiers de l'armée de terre », *Sociétés contemporaines*, vol. 72, n° 4, 2008b, pp. 15-35.
- COTON, Christel, « Officier de salon, officier de terrain. La virtuosité militaire en question », in PORTERET, Vincent (dir.) *La défense. Acteurs, légitimité, missions perspectives sociologiques*, Paris : L'Harmattan, 2007a, pp. 17-29.
- COTON, Christel, « Au service du mythe », *Agone. Histoire, Politique & Sociologie*, n° 37, 2007b, pp. 131-149.
- DABEZIES, Pierre, « La spécificité militaire », *Contact - Amicale de l'EMSST*, n° 24, 1972, pp. 23-37.
- DANDEKER, Christopher, « "Femmes combattantes" : problèmes et perspectives de l'intégration des femmes dans l'armée britannique », *Revue française de sociologie*, vol. 44, n° 4, 2003, pp. 735-758.
- DEVREUX, Anne-Marie, « Du balai au fusil, l'apprentissage de la domination masculine à l'armée », in BESSIN, Marc, *Autopsie du service militaire 1965-2001*, Paris : Autrement, 2002, pp. 117-123.
- DEVREUX, Anne-Marie, « Des appelés, des armes et des femmes : l'apprentissage de la domination masculine à l'armée », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 18, n° 3/4, 1997, pp. 49-78.
- DEVREUX, Anne-Marie, *Les appelés VSL. Trajectoires, représentations et pratiques*, Paris : CSU-CSDN, 1991.
- DUFOULON, Serge, *Les gars de la marine : ethnographie d'un navire de guerre*, Paris : Métailié, 1998.
- DUFOULON, Serge, SAGLIO, Jean et TROMPETTE, Pascale, « Marins et sociologues à bord du Georges Leygues, interactions de recherche », *Sociologie du Travail*, vol. 41, n° 1, 1999, pp. 5-22.
- DUFOULON, Serge, TROMPETTE, Pascale et SAGLIO, Jean, *La différence perdue. la féminisation de l'équipage du Montcalm*, Paris : Les Études du C2SD, 1998.
- DUFOULON, Serge, TROMPETTE, Pascale et SAGLIO, Jean, *La mémoire de la mer. Mobilité des hommes et capitalisation des savoirs sur un bâtiment de combat*, Paris : Les Études du C2SD, 1997.
- DUFOULON, Serge, TROMPETTE, Pascale et SAGLIO, Jean, *Les marins du Georges Leygues, analyse sociologique du fonctionnement d'un bâtiment de combat*, Paris : DRET-CNRS, 1995.
- DURKHEIM, Émile, « L'État, la morale et le militarisme », in *Textes*, Paris : Éditions de Minuit, 1975.
- DURKHEIM, Émile, « L'Allemagne au-dessus de tout », *la mentalité allemande et la guerre*, Paris, Armand Colin, 1915.
- DURKHEIM, Émile, « Réponse à l'enquête sur la guerre et le militarisme », *L'Humanité nouvelle*, 1899, pp. 50-52.
- DURKHEIM, Émile, *Le suicide ; étude de sociologie*, Paris : Félix Alcan, 1897.
- DURKHEIM, Émile, DENIS, Ernest, *Qui a voulu la guerre ? : les origines de la guerre d'après les documents diplomatiques*, Paris : Armand Colin, 1915.
- EFROS, Dominique, FOUILLEUL, Nicole, *Les unités de combat en intervention humanitaire : une activité de travail particulière*, Paris : Études du C2SD, 1999.
- EMIRBAYER, Mustafa, « Useful Durkheim », *Sociological Theory*, vol. 14, n° 2, 1996, pp. 109-130.

- ENGELHART, Dominique, BIROUSTE, Jacques et MARAIS, Jean-Louis, *Motivation à l'engagement des officiers issus des filières universitaires*, Paris : Études du C2SD, 2004.
- EULRIET, Irène, « Durkheim and Approaches to the Study of War », *Durkheimian Studies*, vol. 16, 2010, pp. 59-76.
- EVETTS, Julia, « Explaining the construction of professionalism in the military : history, concepts and theories », *Revue française de sociologie*, vol. 44, n° 4, 2003, pp. 759-776.
- FRAISSE, Robert, « Les sciences sociales : utilisation, dépendance, autonomie », *Sociologie du travail*, vol. 23, n° 4, 1981, pp. 369-383.
- FOUILLEUL, Nicole, *Entre professionnalisme traditionnelle et professionnalisation en cours : la cohésion dans les troupes de marine*, Paris : Les Études du C2SD, 2001.
- GANE, Mike, « Durkheim's theory of violence », *International Social Science Journal*, vol. 58, 2006, pp. 41-50.
- GENIEYS, William, JOANA, Jean et SMITH, Andy, *Professionnalisation et condition militaire. Une comparaison France/Grande-Bretagne*, Paris : Études du C2SD, 2000.
- GIRARDET, Raoul, *La société militaire dans la France contemporaine : 1815-1939*, Paris : Plon, 1953.
- GRESLE, François (dir.), *Sociologie du milieu militaire : les conséquences de la professionnalisation sur les armées et l'identité militaire*, Paris : L'Harmattan, 2005.
- GRESLE, François, « Présentation », *Revue française de sociologie*, vol. 44, n° 4, 2003a, pp. 637-645.
- GRESLE, François, « La "société militaire" : Son devenir à la lumière de la professionnalisation », *Revue française de sociologie*, vol. 44, n° 4, 2003b, pp. 777-798.
- HADDAD, Saïd, « La culture militaire à l'épreuve de la professionnalisation : quelques pistes de réflexion », in GRESLE, François (dir.) *Sociologie du milieu militaire : les conséquences de la professionnalisation sur l'armée et l'identité militaire*, Paris : L'Harmattan, 2005, pp. 27-43.
- HADDAD, Saïd, WEBER, Claude, HÉAS, Stéphane et KERGOAT, Ronan, « Dualité identitaire des femmes élèves officiers des Écoles militaires de Coëtquidan : féminité préservée ou masculinité recherchée ? », *Socio-logos*, n° 2, 2007 : <http://socio-logos.revues.org/152>.
- HAMELIN, Fabrice, « Le combattant et le technocrate. La formation des officiers à l'aune du modèle des élites civiles », *Revue française de science politique*, vol. 53, n° 3, 2003, pp. 435-463.
- HAMELIN, Fabrice, *La spécificité militaire, une construction institutionnelle. Le cas de la formation des officiers du génie aux XIX<sup>ème</sup> et XX<sup>ème</sup> siècles*, thèse de science politique, Paris : IEP de Paris, 2000.
- HEILBRON, Johan, *Naissance de la sociologie*, Marseille : Agone, 2006.
- HOUEVILLE, Gérard, *Le métier de sociologue en France depuis 1945. Renaissance d'une discipline*, Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2007.
- HUNTINGTON, Samuel, « Power, Expertise and the Military Profession », *Daedalus*, vol. 92, n° 4, 1963, pp. 785-807
- HUNTINGTON, Samuel, *The Soldier and the State. The Theory and Politics of Civil-military Relations*, Cambridge : Belknap Press of Harvard University Press, 1957.
- HUGHES, Everett, *Men and Their Work*, Glencoe : The Free Press, 1958.
- HUYGHE, François-Bernard, « Vie et mort d'une discipline : la polémologie », *Médium*, vol. 9, n° 4, 2006, 85-97.
- JAKUBOWSKI, Sébastien, « L'institution militaire confrontée aux réformes organisationnelles », *Année sociologique*, vol. 61, n° 2, 2011, pp. 297-321.
- JAKUBOWSKI, Sébastien, *La professionnalisation de l'armée française : conséquences sur l'autorité*, Paris : L'Harmattan, 2007.
- JAKUBOWSKI, Sébastien, *D'une institution d'État à une organisation : le cas de l'armée de terre française professionnalisée : contribution à une sociologie de l'autorité et des processus de transformation*, thèse de sociologie, Lille : Université de Lille 1, 2005.
- JANKOWSKI, Barbara, « Émile Durkheim aux marges de l'institution militaire », *Les Champs de Mars*, n° 11, 2001, pp. 31-50.
- JANKOWSKI, Barbara, *L'armée professionnelle. Quels changements pour l'institution militaire ?*, Paris : Études du C2SD, 1998.

- JANKOWSKI, Barbara et VENNESSON, Pascal, « Les sciences sociales au ministère de la Défense : inventer, négocier et promouvoir un rôle », in BEZES, et alii. (dir.) *L'État à l'épreuve des sciences sociales. La fonction de recherche dans les administrations sous la V<sup>ème</sup> République*, Paris : La Découverte, 2005, pp. 267-294.
- JANOWITZ, Morris, *The Professional Soldier : A Social and Political Portrait*, Glencoe : Free Press, 1960.
- JOANA, Jean, *Les armées contemporaines*, Paris : Presses de la FNSP, 2012.
- JOANA, Jean, SMITH, Andy, *Professionnalisation des armées et gestion de la ressource humaine. Politiques et acteurs en Europe (Espagne, France, Italie, Pays-Bas)*, Paris : Les Études du C2SD, 2005.
- KING, Anthony, *The combat soldier : infantry tactics and cohesion in the twentieth and twenty-first centuries*, Oxford : Oxford University Press, 2013.
- LAFERTE, Gilles, « L'ethnographie historique ou le programme d'unification des sciences sociales reçu en héritage », in BUTON, François, MARIOT, Nicolas (dir.) *Pratiques et méthodes de la socio-histoire*, Paris : Presses universitaires de France, 2009, pp. 45-68.
- LARMET, Gwenaël, « La camaraderie de régiment. Confiance et sociabilité en chambrée », in BESSIN, Marc (dir.), *Autopsie du service militaire 1965-2001*, Paris : Autrement, 2002, pp. 93-101.
- LARMET, Gwenaël, « Comment devient-on camarades de régiment ? », *Critiques sociales*, vol. 7, 1995, pp. 3-28.
- LAURENS, Sylvain, NEYRAT Frédéric, *Enquêteur : de quel droit ? Menaces sur l'enquête en sciences sociales*, Broissieux : Éditions du Croquant, 2010.
- LÉGER, Jean-François, « L'évolution du rapport à l'autorité des militaires du rang », in GRESLE, François (dir.) *Sociologie du milieu militaire : les conséquences de la professionnalisation sur l'armée et l'identité militaire*, Paris : L'Harmattan, 2005, pp. 87-96.
- LÉGER, Jean-François, *Les jeunes et l'armée*, Paris : L'Harmattan, 2004.
- LÉGER, Jean-François, « Pourquoi des jeunes s'engagent-ils aujourd'hui dans les armées ? », *Revue française de sociologie*, vol. 44, n° 4, 2003, pp. 713-734.
- LÉGER, Jean-François, « Le recrutement, et après ? Les attentes professionnelles des militaires du rang à l'épreuve de la réalité militaire », *Les Champs de Mars*, n° 11, 2002, pp. 37-48.
- LETONTURIER, Éric, « Reconnaissance, institution et identités militaires », *L'Année sociologique*, vol. 61, n° 2, 2011, pp. 323-350.
- LHOSTE, Michel, *L'institution militaire, une organisation en crise : analyse au niveau du corps de troupe*, thèse de sociologie, Paris : Université Paris 5 René Descartes, 1973.
- LORIOU, Daniel, FRIEDMANN, Guy et BENKARA, Leïla, *Métier de la défense, le choix des femmes. Identités et mixité des emplois dans l'armée de Terre*, Paris : Les Études du C2SD, 2001.
- MARIOT, Nicolas, *Tous unis dans la tranchée ? 1914-1918, les intellectuels découvrent le peuple*, Paris : Seuil, 2013.
- MARTIN, Clément, PAJON, Christophe, « Max Weber, le charisme routinisé et l'armée de l'air. L'éducation charismatique au sein d'une école d'officiers », *L'Année sociologique*, vol. 61, n° 2, 2011, pp. 383-405.
- MARTIN, Michel-Louis, « Prometteur ou marginal ? Le champ de la sociologie militaire en France », *Les Champs de Mars*, n° 6, 1999, pp. 5-37.
- MASSON, Philippe, « Le financement de la sociologie française : les conventions de recherche de la DGRST dans les années soixante », *Genèses*, n° 62, 2006, pp. 110-128.
- MILLS, Charles W., *The power elite*, New York : Oxford University Press, 1956.
- MOSKOS, Charles C., « La banalisation de l'institution militaire. L'Armée américaine : du modèle institutionnel au modèle industriel », *Futuribles*, n° 111, 1987, pp. 27-38.
- MOSKOS, Charles C., *The American enlisted man : The rank and file in today's military*, New York : Russell Sage Foundation, 1970.
- MOSKOS Charles C., WOOD Frank (dir.). 1988. *The Military : More Than Just a Job ?*, Washington : Pergamon-Brassey's, 1970.

- PAJON, Christophe, « Le sociologue enrégimenté : méthodes et techniques d'enquête en milieu militaire », in GRESLE, François (dir.), *Sociologie du milieu militaire : les conséquences de la professionnalisation sur l'armée et l'identité militaire*, Paris : L'Harmattan, 2005, pp. 45-55.
- PINCH, Franklin, OUELLET, Eric, « Sociology in the Canadian Military Academy Curriculum », *Armed Forces & Society*, vol. 35, n° 1, 2008, pp. 71-90.
- PINTO, Louis, « L'armée, le contingent et les classes sociales », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 1, n° 3, 1975, pp. 18-40.
- POLLAK, Michaël, « La place de Max Weber dans le champ intellectuel français », *Droit et Société*, vol. 9, 1988, pp. 195-209.
- POLLAK, Michaël, « La planification des sciences sociales », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 2, n° 2, 1976, pp. 105-121.
- PORTERET, Vincent (dir.), *La défense. Acteurs, légitimité, missions perspectives sociologiques*, Paris : L'Harmattan, 2007.
- PORTERET, Vincent, « À la recherche du nouveau visage des armées et des militaires français : les études sociologiques du Centre d'études en sciences sociales de la défense », *Revue française de sociologie*, vol. 44, n° 4, 2003, pp. 799-822.
- PRÉVOT, Emmanuelle, « Alcool et sociabilité militaire : de la cohésion au contrôle, de l'intégration à l'exclusion », *Travailler*, vol. 18, n° 2, 2007, pp. 159-181.
- PRÉVOT, Emmanuelle, *L'identité militaire à l'épreuve des opérations extérieures à finalité pacificatrice. L'exemple d'un régiment d'infanterie*, Paris : Les Études du C2SD, 2001.
- PUDAL, Romain, « La politique à la caserne », *Revue française de science politique*, Vol. 61, n° 5, 2011a, pp. 917-944.
- PUDAL, Romain, « Du "Pioupiou" au "Vieux Sarce" ou comment en être : ethnographie d'une socialisation chez les pompiers », *Politix*, vol. 93, n° 1, 2011b, pp. 167-194.
- RAMEL, Frédéric, « Durkheim au-delà des circonstances : retour sur L'Allemagne au-dessus de tout. La mentalité allemande et la guerre », *Revue française de sociologie*, Vol. 45, n° 4, 2004, pp. 739-751.
- ROSENZVEIG, Christian, THOMAS, Hubert Jean-Pierre, « Attitudes des sous-officiers des trois armées. Dépouillement d'une enquête de sociologie militaire », *Cahiers de l'analyse des données*, vol. 4, n° 1, 1979, pp. 7-27.
- SCHWEISGUTH, Étienne, SINEAU, Mariette et SUBILEAU, Françoise, *Techniciens en uniforme : les sous-officiers de l'armée de l'air et de la marine*, Paris : Presses de la FNSP, 1979.
- SEGAL, David, SEGAL, Mady, « Change in Military Organization », *Annual Review of Sociology*, vol. 9, 1983, pp. 151-170
- SHILS, Edward, JANOWITZ, Morris, « Cohesion and Disintegration in the Wehrmacht in World War II », *The Public Opinion Quarterly*, vol. 12, n° 2, 1948, pp. 280-315.
- SPEIER, Hans, *Social order and the risks of war. Papers in political sociology*, New York : G.W. Stewart, 1952.
- SORIN, Katia, « Féminisation de l'armée de terre et virilité du métier des armes », *Cahiers du genre*, n° 48, vol. 1, 2010, pp. 81-101.
- SORIN, Katia, *Femmes en armes, une place introuvable ? Le cas de la féminisation de l'armée française*, Paris, L'Harmattan, 2003.
- SORIN, Katia, *Femmes en armes, une place introuvable ? : le cas de la féminisation de l'armée française*, thèse de sociologie, Paris : Université Paris 1, 2001.
- SORIN, Katia, BOSCH, Jolanda, FROTIÉE, Brigitte, KÜMMEL, Gerhard, MOELKER, René et PORTERET, Vincent, *Des femmes militaires en Occident, quels enseignements pour la France ? Allemagne, Canada, Espagne, Pays-Bas, Royaume-Uni*, Paris : Études du C2SD, 2005.
- STOUFFER, Samuel A., *The American soldier*, Princeton : Princeton University Press, 1949.
- TANGUY, Lucie, *La sociologie du travail en France : enquête sur le travail des sociologues, 1950-1990*, Paris : La Découverte, 2011.

- TEBOUL, Jeanne, *La fabrique du soldat. Corps, discipline et identité dans la formation militaire*, thèse d'anthropologie, Paris : EHESS, 2013.
- THIÉBLEMONT, André, « Lorsque le chercheur est engagé dans l'objet. Retour sur la trajectoire d'un officier ethnologue. Entretien réalisé par Alicia Paya Y Pastor et Mathias Thura », *Les Champs de Mars*, n° 26, 2015 : <http://www.defense.gouv.fr/irsem/publications/champs-de-mars/champs-de-mars>
- THIÉBLEMONT, André, « De l'enquête en pays combattant », in FAUVELLE-AYMAR, François-Xavier, HIRSCH, Bertrand (dir.), *Les ruses de l'historien. Essais d'Afrique et d'ailleurs en hommage à Jean Boulégué*, Paris : Karthala, 2013, pp. 79-97.
- THIÉBLEMONT, André, *Expériences opérationnelles dans l'Armée de Terre : unités de combat en Bosnie (1992-95)*, Paris : Études du C2SD, 2001.
- THIÉBLEMONT, André, « Contribution à une socio-ethnologie du combat », *Les Champs de Mars*, n° 7, 2000, pp. 41-52.
- THIÉBLEMONT, André (éd.), *Cultures et logiques militaires*, Paris : PUF, 1999.
- THIÉBLEMONT, André, « Les militaires sous le regard ethnologique », *Revue défense nationale*, vol. 433, 1983, pp. 73-87.
- THIÉBLEMONT, André, DESBOIS, Évelyne, « Les recherches sur le combattant », *Revue défense nationale*, n° 569, 1995, pp. 95-108.
- THIÉBLEMONT, André, PAJON, Christophe et RACAUD, Yves, *Le métier de sous-officier dans l'armée de terre aujourd'hui*, Paris : Les Études du C2SD, 2004.
- THOMAS, Hubert Jean-Pierre, ROSENZVEIG, Christian, « French NCOs Career Strategies and Attitudes », *Armed Forces & Society*, vol. 8, n° 2, 1982, pp. 275-301.
- THOMAS, Jean-Pierre-Hubert, « Fonction militaire et systèmes d'hommes », in TÉZENAS DU MONTCEL Henry (dir.) *Les Hommes de la défense*, Paris : FEDN, 1981, pp. 19-41.
- THOMAS, Jean-Pierre-Hubert, CAILLETEAU François, *Retour à l'armée de métier*, Paris : Institut de stratégie comparée-Economica, 1998.
- THURA, Mathias, « “En avant !” Sociologie de l'action militaire et de l'anticipation du combat. Un régiment d'infanterie en route pour l'Afghanistan », thèse de sociologie, Paris : EHESS, 2014.
- THURA, Mathias, LAFAYE, Christophe et PAYA Y PASTOR, Alicia, « La pratique des sciences sociales en terrain militaire : une opération spéciales ? », *Les Champs de Mars*, n° 26, 2015 : <http://www.defense.gouv.fr/irsem/publications/champs-de-mars/champs-de-mars>
- VENNESSON, Pascal, « Sciences sociales et défense : de l'“aide à la décision” à la contribution à l'action publique », *Les Champs de Mars*, n° 11, 2002, pp. 341-348.
- VENNESSON, Pascal, « Sciences sociales : quels apports pour la défense ? », *Les Champs de Mars*, n° 7, 2000, pp. 7-18.
- VIAL, Jean, « Introduction à la sociologie militaire », *Revue défense nationale*, n° 171, 1959, pp. 1225-1235.
- VIAL, Robert, « Les Armées et la sociologie », *Revue défense nationale*, n° 183, 1971, pp. 1304-1320.
- VIEILLESZAZES, François, « L'engagement volontaire dans l'armée de terre. Une analyse exploratoire », *Revue française de sociologie*, vol. 19, n° 3, 1978, pp. 341-372.
- VIEILLESZAZES, François, « Les engagements volontaires dans l'Armée de terre. “Un engagé” ou “des engagés” », *Revue défense nationale*, n° 368, 1977, pp. 77-88.
- VIEILLESZAZES, François, « Problématique de la sociologie militaire. Quelques exemples tirés de l'expérience américaine », *Revue défense nationale*, n° 361, 1976, pp. 21-40.
- VIEILLESZAZES, François, THOMAS, Hubert Jean-Pierre, « Notes à propos de l'opinion publique et de la défense », *Revue défense nationale*, n° 369, 1977, pp. 57-71.
- WEBER, Claude, *À genou les hommes, debout les officiers : la socialisation des Saint-Cyriens*, Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2012.
- WILENSKI, Harold, « The Professionalization of Everyone ? », *American Journal of Sociology*, vol. 70, n° 2, 1964, pp. 137-158.